

SÉMINAIRE SUR LA RELANCE DE L'OUTIL
DE RÉALISATION À TIZI-OUZOU

Un secteur en mal
de professionnalisation

Comment remettre à flots le secteur du BTPH, le débarrasser de ses contraintes afin d'en faire un moteur pour la dynamisation et la concrétisation des différents programmes de réalisation d'investissements publics inscrits à l'actif de la wilaya ?

Telle est la lancinante question à laquelle ont tenté de répondre les participants au séminaire organisé durant deux jours, les mardi et mercredi derniers, par l'APW de Tizi-Ouzou sous le thème de la relance de l'outil de réalisation.

Un secteur en mal de professionnalisation et qui a besoin d'être mis à niveau à en juger par les critiques émises aussi bien par les pouvoirs publics élus et administratifs que par les professionnels du secteur.

«La faiblesse de l'outil de réalisation constitue une contrainte majeure parmi les différentes entraves qui freinent le développement économique et social de la wilaya», regrettera le P/PAW, M. Ikherban, qui revient sur les raisons historiques de la crise des entreprises du secteur du BTPH. «Une descente aux enfers» qui remonte, selon lui, au milieu des années 1980 et qui s'accroîtra avec les nouvelles orientations économiques prises par le pays. Celles-ci accéléreront la déstructuration du tissu des entreprises publiques du secteur aussi bien sur le plan national que local.

Les effets ravageurs et destructeurs du terrorisme conjugués au fléau naissant du banditisme feront le reste pour venir à bout de la volonté de nombreux opérateurs et de leur santé financière victimes qu'ils sont de rapt et d'extorsion de fonds à répétition.

Autre effet présenté comme étant dissuasif pour les entrepreneurs qui ont fui la région ou qui ont refusé de s'y installer, l'instabilité politique chronique vécue par la wilaya. A cela s'ajoutent d'autres contraintes exogènes et endogènes comme l'instabilité du marché des matériaux de construction, l'absence ou la rareté d'une main-d'œuvre qualifiée, les difficultés bureaucratiques ainsi que la corruption qui, selon le P/PAW, fait partie d'un faisceau de tares qui gangrènent «un secteur désarticulé et qui se morfond dans des problèmes inextricables».

Résultat de cet implacable constat établi par le premier responsable de l'APW, «des appels d'offres infructueux, des mises en demeure adressées aux entrepreneurs pour des chantiers aux rythmes lents ou complètement à l'arrêt entraînant des dépassements dans les délais de réalisation». Le wali de Tizi-Ouzou n'a pas été en reste.

Il ajoutera une couche au tableau noir de la situation que vit le secteur du BTPH, regrettant que l'outil de réalisation ne soit pas à la hauteur de l'importance du plan de développement dont a bénéficié la wilaya. «On n'a pas été préparé en matière d'outils de réalisation capables d'accompagner et de prendre en charge la réalisation de cet important programme ; nos ambitions ont été limitées par ce problème», dira Hocine Maâzouz

qui a plaidé pour la création de nouvelles entreprises, la mise à niveau de celles qui existent (moins de 7 entreprises sur les 1 550 ont été mises à niveau pour améliorer la qualité de leur management), la mobilisation du fort potentiel de diplômés à travers la mise en place d'un partenariat entre l'université, les centres de formation professionnelle et le secteur du BTPH.

Il en résultera, d'après lui, un encadrement des chantiers de qualité meilleure que celle qui existe actuellement au niveau de nombreuses entreprises dont beaucoup ne répondent pas aux normes de certification technique. Dans leurs conférences, certains professionnels du secteur ont mis l'accent sur l'urgence d'une mise à niveau technique et professionnelle de ces outils qui ont aussi besoin d'être hissés à un niveau d'entreprise à taille humaine, partant du constat qu'il y a un grand déficit en matière de conditions d'accueil dans les chantiers. «Il faut humaniser les chantiers», dira en substance dans sa conférence M. Ouchaâl.

Se faisant quelque peu l'avocat de cette branche d'activité, Meziane Madjkouh, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura, parle de «syndrome dépressif», «d'un processus de dégradation depuis ces cinq dernières années qui interpelle les pouvoirs publics, les collectivités locales et les représentants des entreprises», qualifiant la situation des entreprises de ce secteur qui souffrent, d'après lui, d'un déficit statistique : elles sont au nombre de 1 500 sur un portefeuille de 8

700 PME/PMI que compte la wilaya, soit un taux d'à peine 18% contre un taux national de 35%. Là où certains parlent d'un déficit de professionnalisation, d'une nécessaire humanisation des chantiers, d'un recul par rapport aux conditions normatives et techniques de fonctionnement reprochés à la majorité de ces opérateurs, le président de la CCID évoque les multiples dysfonctionnements : relation difficile et problématique des entreprises avec l'administration ; un code des marchés inadapté ; difficultés liées aux approvisionnements ; lourdeurs dans l'accès au financement bancaire ; accès difficile au foncier ; des charges fiscales et parafiscales contraignantes pour ces entreprises locales qui se disent victimes d'un traitement discriminatoire par rapport à celui qui est en vigueur dans les wilayas limitrophes.

Une liste d'aléas et de contraintes, selon les plaintes ressassées par les responsables, qui bloquent ou retardent la réalisation des chantiers.

Un aspect non évoqué par le volumineux rapport du secrétaire général de la wilaya qui n'a pas été avare en chiffres : 252,18 milliards de DA est le montant global des financements consentis à la wilaya dans le cadre des plans quinquennaux 1999/2004 et 2005/2009.

Un budget octroyé pour la réalisation des programmes de développement et de mise à niveau des infrastructures de base, la réalisation de projets inscrits à l'actif des différents secteurs.

S. A. M.

BÉJAÏA
Ouverture mardi
du 4^e Salon
de l'automobile

La quatrième vitesse du Salon de l'automobile est enclenchée. Malgré la défection de dernière minute de deux ou trois concessionnaires. «Le salon poursuivra sa route vers le cinquième qui se tiendra du 2 au 12 février 2010 avec une participation maghrébine. Des contacts ont été déjà pris et des accords de principe sont déjà donnés...», souligne le directeur général de la société RH International Communication.

Il poursuit : «Nous travaillerons sur la base des orientations du plan économique du gouvernement ; nous mettrons en avant dans chaque salon le volet investissement. Une autre stratégie sera mise en œuvre dans le cadre de nos manifestations économiques pour atteindre un niveau international.» Aujourd'hui plusieurs sites étrangers spécialisés dans l'industrie automobile évoquent le salon. Cela suppose qu'il est inscrit dans les agendas de plusieurs partenaires économiques et il n'est pas exclu que des visites soient enregistrées comme c'est le cas de celles qui sont prévues lors de cette édition. Les présidents d'APC de la wilaya et d'autres wilayas sont attendus pour d'éventuelles négociations avec les acteurs économiques présents pour l'acquisition d'équipements tant dans l'utilitaire que les équipements et engins de TP.

La multiplication de salons dans cette wilaya est un moyen de faire accélérer la communication et surtout les échanges à un moment où la concurrence devient de plus en plus féroce. «Les absents nous le regrettons, certes, ne pourront malheureusement pas rattraper un temps perdu, ils offrent ainsi leurs places aux nouveaux opérateurs pour conquérir une nouvelle clientèle. Mais espérons qu'ils seront en force lors du cinquième rendez-vous.» Enfin, le programme mis en place par les organisateurs prévoit une journée professionnelle où plusieurs thèmes seront proposés aux débats. L'essentiel dans cette manifestation est de garantir un événement profitable pour la région et les wilayas qui espèrent ainsi tisser des relations fortes et durables avec les exposants.

R. C.

ANNABA
Plusieurs bandes
de malfaiteurs sous
mandat de dépôt

Ce dernier mercredi, six individus âgés entre 18 et 26 ans ont été appréhendés par les éléments de la police judiciaire du 6^e arrondissement de police de la cité Oued Kouba. Ils ont formellement été identifiés comme étant les auteurs du vol de 1,5 kg de bijoux en or. Les six individus avaient profité de l'absence des propriétaires de l'habitation pour y accéder de nuit par effraction et s'accaparer de plusieurs objets de valeur dont les bijoux de la famille. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Annaba, ils ont tous été placés sous mandat de dépôt. Le changement intervenu au niveau de la direction de cet arrondissement de police avec l'arrivée de jeunes limiers est à l'origine de la célérité mise dans leur identification et arrestation. Zone résidentielle, Oued Kouba qui regroupe les cités et quartiers de Rizzi Amor, Sidi-Aïssa, Baie des Corailleurs, Val Mascot, Gassiot et Mont plaisant avait la réputation d'être à très hauts risques tant pour les habitants que pour quiconque s'y aventurerait. Encouragés par une apparente impunité, des groupes de délinquants et repris de justice y avaient, en effet, élu domicile pour s'adonner quotidiennement aux cambriolages des appartements et villas ainsi que les agressions des citoyens. Les enquêtes diligentes à la suite d'une multitude de plaintes des victimes étaient généralement déclarées infructueuses.

Ce n'est plus le cas ces deux derniers mois qui ont vu les investigations de la brigade judiciaire de cet arrondissement couronnées de succès. Plusieurs membres de ces bandes de délinquants à l'origine de divers méfaits ont été rapidement mis hors d'état de nuire.

R. E.

Les bénéficiaires des 192 logements
de Tigzirt laissés pour compte

Dans une requête adressée au wali, premier responsable de l'agence foncière de la wilaya de Tizi-Ouzou, les «heureux bénéficiaires» du projet portant réalisation des 192 logements LSP à Tigzirt-sur-mer ont exprimé leurs inquiétudes.

«Les acquéreurs» demandent au wali «d'éclairer leur lanterne sur les motifs du retard, voire de l'abandon dudit projet et faire le nécessaire afin que celui-ci retrouve la voie de sa réalisation», lit-on dans le premier paragraphe de la correspondance accompagnant la pétition signée par 45

personnes. Les rédacteurs ont tenu à rappeler que «la liste définitive des bénéficiaires a été affichée en juin 2007». L'agence foncière leur avait accordé alors «45 jours pour s'acquitter de la première tranche plafonnée à 400 000 DA et les acquéreurs, en majorité des fonctionnaires, avaient fait des pieds et des mains pour verser cette somme avant la date butoir», peut-on encore lire. Mais, hélas, depuis le mois d'août 2007, «aucune suite n'a été donnée au projet du côté administratif ; les bénéficiaires ne connaissent ni le type ni la superficie de leur logement et n'ont pas encore reçu les actes de propriété provisoire que l'agence foncière devait leur remettre après le

paiement de la première tranche, ni sur le plan réalisation, les travaux sont à l'arrêt depuis plusieurs mois», dénoncent les acquéreurs. Avant de conclure, ces derniers qui rappellent «les inquiétudes et les doutes qui grandissent dans leur camps au point de prendre le dessus sur leur espoir et leur patience», demandent au wali d'intervenir «afin que le projet puisse voir le jour dans les plus brefs délais».

A noter que les délais de réalisation du projet sont de 18 mois et que malgré notre insistance nous n'avons pas pu entrer en contact avec l'agence foncière pour connaître sa version des faits.

Mohamed Ghernaout

EXÉCUTIF COMMUNAL D'ORAN

Examen des propositions des divisions
techniques

Afin de résoudre quelques-unes des innombrables préoccupations du citoyen, l'exécutif communal de l'APC d'Oran s'est réuni ce mardi, présidé par M. Benka Sadek, le P/APC.

A l'ordre du jour, l'examen des propositions des divisions techniques concernant les projets liés au PCD. Il s'agissait entre autres des opérations qui touchent le secteur de la voirie, les équipements publics, l'aménagement et l'embellissement de la ville. Concernant les équipements

publics, il était question lors de cette réunion de réhabiliter les écoles primaires, avec la priorité d'installer le chauffage. De même que la réalisation d'une station urbaine, au niveau d'El-Barki, qui sera destinée aux usagers en provenance de plusieurs lignes, à l'exemple de celles des lignes 29 et 39. Le volet aménagement et

embellissement avait concerné les travaux d'aménagement de la RN2 relevant du secteur urbain Bouamama, ainsi que le renforcement de la signalisation à travers la ville d'Oran.

Par ailleurs, l'on saura que le P/APC d'Oran a tout particulièrement veillé à ce que les préoccupations des citoyens à travers les quartiers défavorisés soient prises en charge dans les plus brefs délais. Il s'agit

notamment de la voirie, l'éclairage public et l'assainissement. La question de la réalisation des vespasiennes à travers les grands axes de la ville a été débattue, permettant au délégué concerné par ce projet de fournir des explications à ce sujet. Il fera savoir qu'il va y avoir une concertation approfondie afin de se fixer sur le choix du type des vespasiennes à réaliser.

A. B.